



AVANT-PROPOS

À quelques semaines des législatives d'octobre 2016, le contexte aussi bien national qu'international s'annonce difficile et imprévisible, d'autant plus que le bilan du gouvernement sortant est désastreux. La situation est alarmante et inquiétante. Les promesses du parti majoritaire sont restées lettres mortes, notamment l'illusion de l'amélioration du bien être des citoyens, l'éradication de la corruption, la croissance économique, la promotion des droits de la Femme et l'affermissement de l'équité et de la justice sociale.

Notre pays ne se porte pas bien. Le pays ne peut continuer dans cette voie plus longtemps. Nous devons arrêter de nous voiler la face et penser que les choses s'améliorent. Les problèmes sont graves et avérés.

Ces échecs à répétition laissent désormais planer le spectre de l'instabilité politique et sociale. En effet, la stabilité sociale du pays demeure hypothéquée par ce climat de tension consécutif à l'interruption du dialogue social avec les syndicats, au mépris du rôle de l'opposition au Parlement, à la marginalisation des institutions constitutionnelles, à la mésestime des représentants de la société civile et à l'incitation de l'opinion publique à manquer d'égard envers les institutions.

Outre ces vicissitudes d'ordre politique, le gouvernement a failli à sa mission de préserver les équilibres financiers de l'Etat comme en témoigne le taux d'endettement du secteur public qui a crevé le plafond de 60% du PIB, recommandé par les institutions internationales.

Face à cette situation complexe et inquiétante, et conformément à nos principes d'agir dans l'intérêt des citoyens marocains, le PAM publie le projet des grandes orientations de son programme électoral, fruit d'une large concertation avec les différents acteurs économiques, sociaux et la société civile.

Le but de cette concertation d'envergure consistait non seulement à interagir avec les parties prenantes au sujet des besoins et des attentes de la société, mais aussi de rompre avec la mauvaise gestion qui a caractérisé ces dernières années et l'impératif de préparer le Maroc à accéder au rang des pays émergents.

Pour ce faire, le PAM propose un modèle économique alternatif à même de produire une richesse suffisante et permettre sa distribution équitable entre les citoyens, tout en générant de façon intensive des emplois décents. La croissance économique attendue prend appui sur la mise en œuvre de la régionalisation avancée, l'établissement d'un nouveau contrat social avec les électeurs, l'adoption d'une démocratie participative et l'inspiration du référentiel du PAM.

Les grands chantiers de la nouvelle génération de réformes envisagées portent, entre autres, sur le secteur de l'éducation et de la formation des cadres, les droits de la Femme, la résorption du secteur de l'informel, le renforcement des PME, la création des institutions et l'adoption des lois prévues par la constitution.

Étant donné que ce projet d'actions national vise à conforter le processus démocratique du pays, à rétablir la confiance du citoyen en un avenir meilleur et à sauver le pays de la dérive économique, et considérant que la vision du Parti converge avec les attentes du citoyen et les intérêts suprêmes du Royaume, nous sollicitons le public, les partenaires sociaux et les opérateurs économiques à contribuer à son enrichissement à travers leurs propositions.

Ce programme électoral constitue la plateforme pour un contrat social afin d'opérer un changement qualitatif, porteur de croissance économique, de dignité humaine, de la sécurité et de la stabilité sociale. Parallèlement, ce programme électoral entend satisfaire nos ambitions pour la démocratie, la modernité, l'unité et le progrès.



SOMMAIRE

1 CONTEXTE GÉNÉRAL

- Bilan gouvernemental décevant au niveau :
 - > Politique
 - > Institutionnel
 - > Économique
 - > Social
- Capital Humain
- Acquis à préserver et à enrichir
- Situation économique mondiale

2 LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ÉLECTORAL

- Un nouveau modèle de développement
- Les fondements
- Les objectifs et les leviers

3 PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Piliers du modèle de croissance

- Politique de stabilisation macroéconomique
- Structures de production
- L'investissement public
- Les Très Petites et Moyennes Entreprises
- Formation et Innovation

4 CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

- L'éducation, la formation et la recherche scientifique
- La jeunesse
- La femme
- La santé
- L'habitat
- La culture et la création artistique
- Le code du travail
- La communication
- La protection de l'enfance

5 LA GOUVERNANCE : RÉFORMES STRUCTURELLES ET INSTITUTIONNELLES

- Le système judiciaire
- Réforme et révision complète des caisses de retraite
- Réforme de l'administration publique
- La Régionalisation avancée
- Le Développement de la Digitalisation
- L'Optimisation de l'architecture gouvernementale

6 LA GOUVERNANCE SÉCURITAIRE, LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTÉS

7 POUR UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET UN NOUVEAU POSITIONNEMENT

8 NOS ENGAGEMENTS POUR LES TROIS PREMIERS MOIS

9 LES INDICATEURS ESCOMPTÉS



CONTEXTE GÉNÉRAL

- **Bilan gouvernemental décevant au niveau :**
 - Politique
 - Institutionnel
 - Economique
 - Social
- **Capital Humain**
- **Acquis à préserver et à enrichir**
- **Situation économique mondiale**

CONTEXTE GÉNÉRAL

Bilan Gouvernemental Décevant

Sur le plan politique : grande désillusion

- Temporisation volontaire et systématique dans l'application de la constitution
- Confusion délibérée entre l'institution du chef du gouvernement et le leader du parti majoritaire, et l'usage d'un lexique politique indécent
- Prise de décision unilatérale par le gouvernement au mépris de l'opposition et des syndicats
- Banalisation systématique par le gouvernement du rôle de l'opposition et confiscation du droit de légiférer, dévolu au parlement par la constitution
- Personnification des institutions constitutionnelles
- Confiscation et mépris par le gouvernement du rôle de la société civile, et offense à l'égard des mouvements féministes et leurs leaders

Bilan Gouvernemental Décevant

Sur le plan institutionnel : réformes partielles dépourvues de créativité

- Absence d'une vision globale de la mise en œuvre de la régionalisation : transfert des ressources humaines et matérielles vers les régions (décentralisation et déconcentration)
- Refus du dialogue et de la concertation, et recours à des solutions impactant négativement la vie quotidienne des citoyens :
 - **La retraite** : adoption d'une réforme paramétrique provisoire aux dépens des acquis des fonctionnaires, et dont l'effet sur le déficit du régime ne dépassera pas l'année 2020
 - **La compensation** : l'indexation et la libération des prix pétroliers coïncidant avec la réduction du prix du baril sans envisager des mesures pour endiguer l'augmentation des prix en cas de perturbation des marchés extérieurs
 - **Le système fiscal** : effet négatif sur le pouvoir d'achat des citoyens dû aux mesures visant à unifier les taux de la TVA et ce en l'absence d'un programme d'application des recommandations de l'assise nationale sur la fiscalité
 - **L'administration publique** : absence d'un plan de réforme et carence dans la procédure de nomination aux hauts postes de responsabilité

Bilan Gouvernemental Décevant

Sur le plan économique :

➤ Les entraves

- Un secteur agricole dépendant des aléas climatiques, une industrie insuffisamment développée et un secteur des services dominant et à faible contenu en emploi
- Dépendance vis-à-vis de l'économie européenne
- Des accords de libre échange insuffisamment exploités
- Investissement non productif et non créateur d'emploi
- Endettement excessif
- Un système fiscal inique encourageant l'économie de rente
- Faible attraction du climat national des affaires, dû aux carences du système judiciaire, à la complication des procédures administratives, à un système fiscal complexe et à la corruption
- Recours à des dons conjoncturels et irréguliers

➤ Détérioration de la situation des finances publiques

- Persistance du déficit budgétaire et du déséquilibre de la balance commerciale
- Faible coordination et cohérence des politiques publiques conduisant à la dilapidation des deniers publics
- Alourdissement des charges du budget de fonctionnement, notamment la masse salariale
- Aggravation de la dette publique : 81% du PIB
- Augmentation du service de la dette impactant négativement le budget d'investissement

CONTEXTE GÉNÉRAL

Bilan Gouvernemental Décevant

➤ Contraintes de l'investissement

- Difficulté d'accès des PME au financement et au foncier
- Limites de la formation des ressources humaines notamment dans le domaine des nouvelles technologies
- Orientation de la majeure partie de l'investissement extérieur vers l'immobilier et la construction
- Modeste taux de réalisation des investissements publics
- Lenteur administrative dans la restitution de la TVA aux entreprises : (butoir)

Sur le plan social :

➤ Aggravation des disparités sociales et spatiales

- Système éducatif défaillant : déperdition et chômage
- Inégalités sociales et spatiales quant à l'accès aux soins de qualité
- Défaut de ciblage des populations défavorisées : le fonds de cohésion social a été utilisé pour alléger le déficit budgétaire (environ 10 MMDH)
- Marginalisation du secteur de la culture et de la création artistique
- Absence de politique claire et intégrée en faveur des jeunes

CONTEXTE GÉNÉRAL

Le Capital Humain

➤ L'éducation et l'emploi

- 3/5 de la population active ne dispose pas de diplôme
- 4/5 des femmes ne sont pas actives
- 21,5% des jeunes, dont l'âge varie entre 15 et 24, sont au chômage
- 27% des diplômés sont au chômage

➤ La santé

- Disparités spatiales en matière d'accès aux services sanitaires : rural/urbain
- Environ la moitié de la population est privée de la couverture sanitaire
- Les indicateurs de la santé sont négatifs (accouchement, mortalité infantile...) en comparaison avec les pays de même niveau de développement
- Le nombre de médecins ne dépasse pas 6 pour 10,000 habitants, ce qui ne satisfait pas les critères recommandés par l'OMS

➤ Précarité, pauvreté et inégalités sociales

- Persistance de la pauvreté et de la précarité témoignant de la répartition inique des fruits de la croissance économique
- 8 millions de marocains pâtissant de la pauvreté et de la précarité
- 40% de la population, soit environ 13 millions de marocains, sont exposés à des conditions sociales difficiles et austères

CONTEXTE GÉNÉRAL

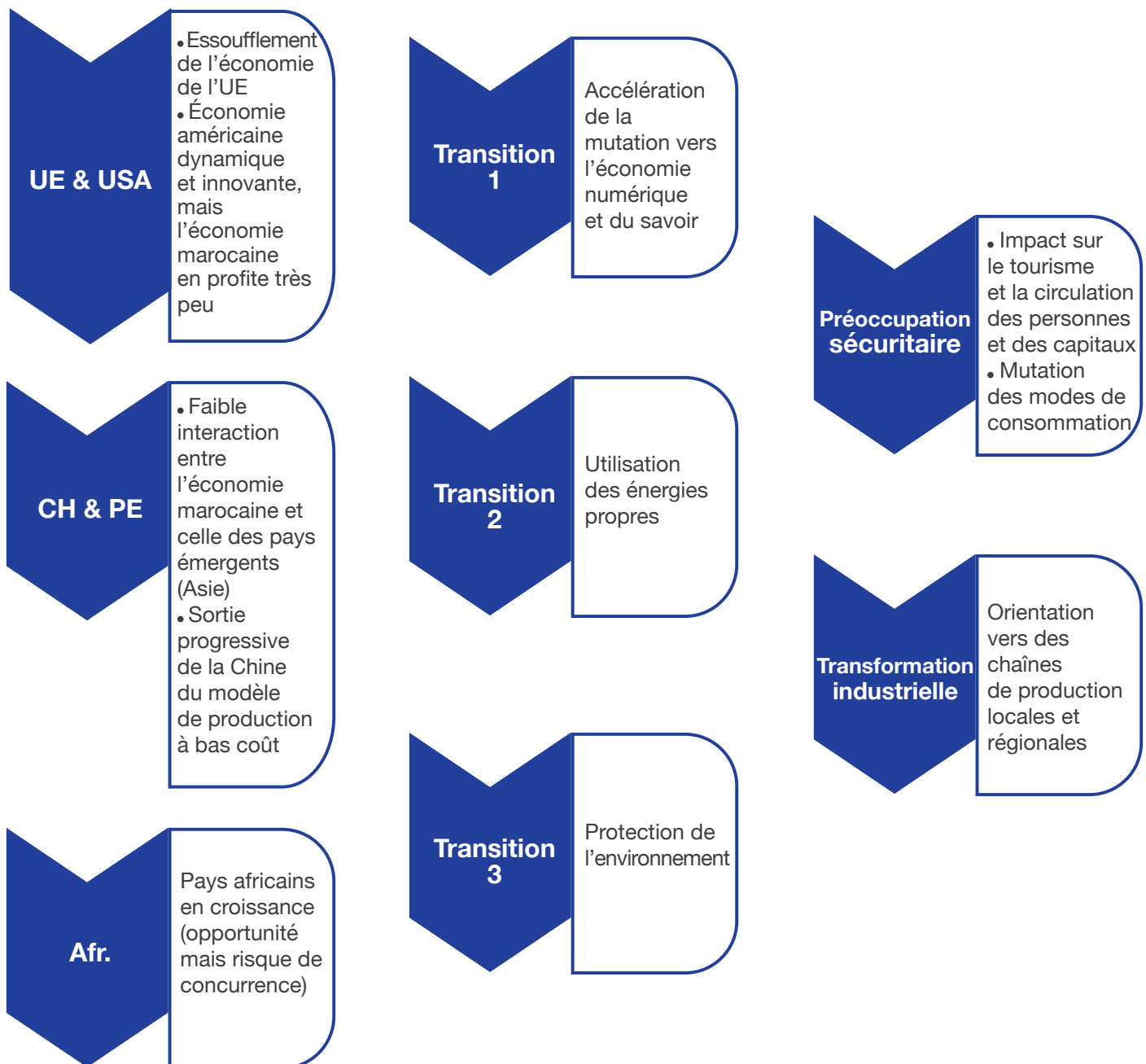
Acquis à Préserver et à Enrichir

➤ Valorisation de la spécificité du modèle marocain

- Évolution démocratique et institutionnelle
- Encadrement du champ religieux
- Réalisation des grands chantiers et lancement des stratégies sectorielles ambitieuses
- Engagement et implication du Maroc dans le développement des énergies renouvelables
- Positionnement du Maroc dans les relations Sud-Sud avec en trame de fond le développement socioéconomique, la solidarité, la concertation et un partenariat gagnant-gagnant

CONTEXTE GÉNÉRAL

Situation Économique Mondiale





LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ÉLECTORAL

- **Un nouveau modèle de développement**
- **Les fondements**
- **Les objectifs et les leviers**

LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ÉLECTORAL

Un Nouveau Modèle de Développement

➤ Quels objectifs pour le Maroc?

**Ciblage d'un taux
de croissance
économique durable
dépassant 6%**

**Relever le déficit
du positionnement
du Maroc en tant que
plaque tournante
économique entre
les continents**

**Adoption d'un
développement
spatial conformément
aux principes
de la régionalisation
avancée**

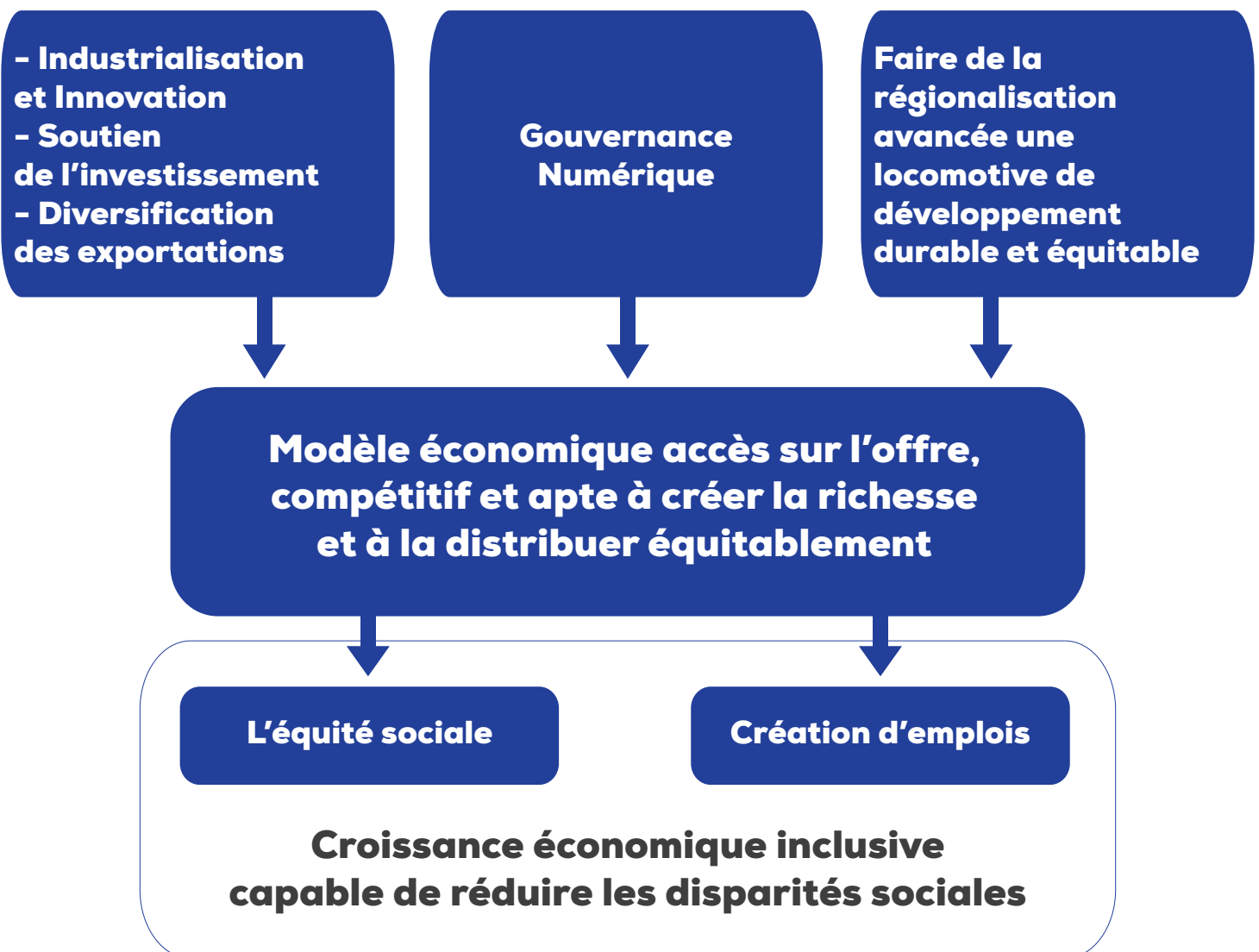
**Élargissement
de la classe moyenne**

**Distribution équitable
et solidaire de la
richesse garantissant
la réduction des
inégalités sociales**

LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ÉLECTORAL

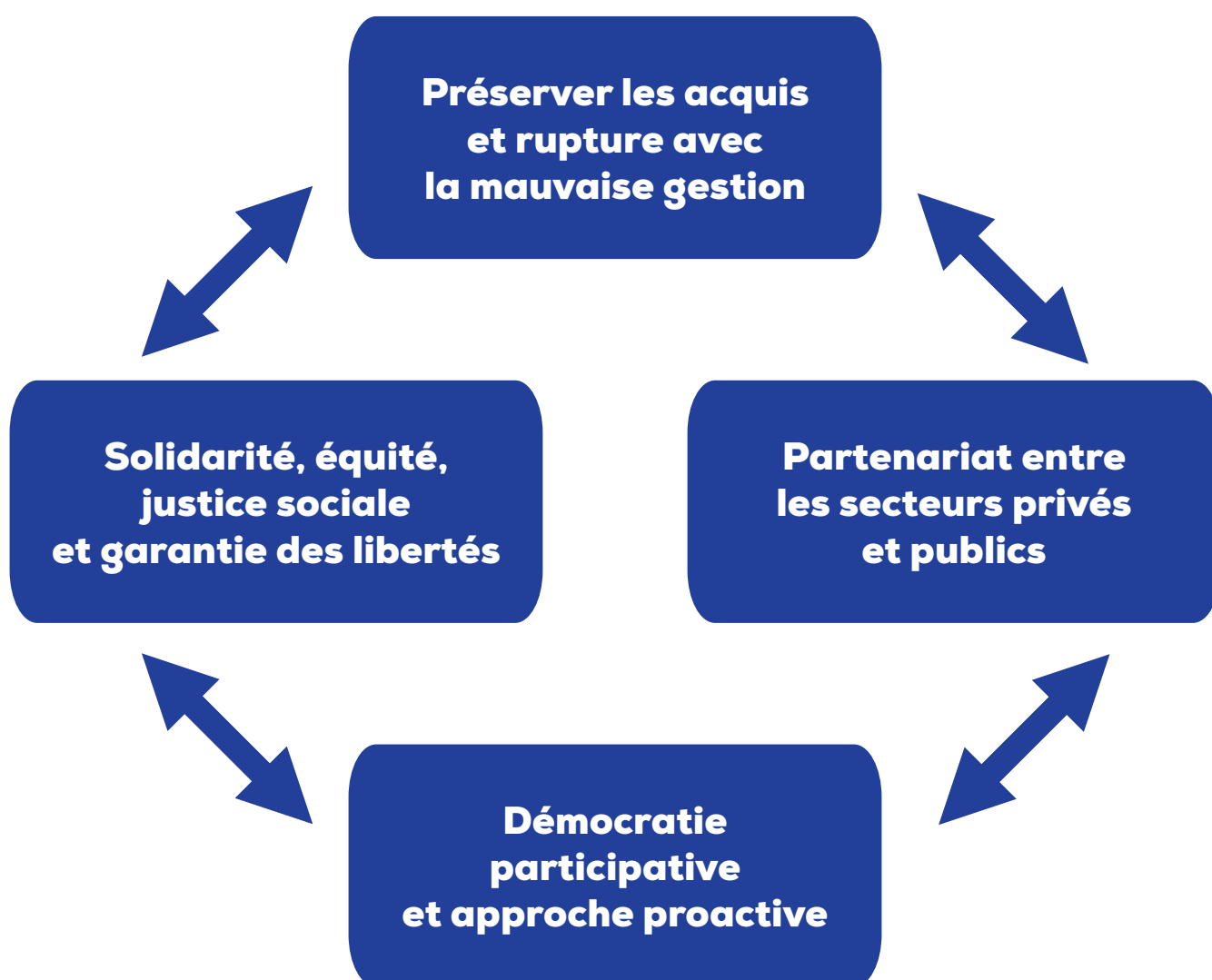
Un Nouveau Modèle de Développement

➤ Modèle économique alternatif



LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ÉLECTORAL

Les Fondements



LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ÉLECTORAL

Objectifs et Leviers (champs d'actions ciblés)

Les champs d'actions ciblés

- La jeunesse et la femme
- La classe moyenne et les salariés
- Le monde rural et les couches vulnérables
- Les PME

Les objectifs

- Création d'emplois et lutte contre le chômage à travers une croissance économique intégrée
- Accès au rang des pays émergents
- Réalisation d'un équilibre sociétal

Les composantes

- Le programme économique
- Un contrat social selon le référentiel du PAM
- La bonne gouvernance
- Gouvernance sécuritaire, les droits de l'Homme et les libertés
- Pour un rayonnement mondial et un nouveau positionnement
- Nos engagements pour les trois premiers mois

Les leviers

- L'éducation, la formation et la recherche scientifique
- Bonne gouvernance basée sur l'usage du numérique
- L'industrialisation et l'innovation
- La contractualisation des rapports avec la région
- Renforcement des structures de l'économie solidaire



PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Piliers du modèle de croissance :

- **Politique de stabilisation macroéconomique**
- **Structures de production**
- **L'investissement public**
- **Les Petites et Moyennes Entreprises**
- **Formation et Innovation**

PROGRAMME ECONOMIQUE

Piliers du modèle de croissance

**Croissance
économique inclusive
et durable : les leviers**

Formation et innovation

Recherche scientifique
et appliquées

Système de l'enseignement
supérieur technique

Incitation des entreprises
à innover

Soutien de l'économie
numérique

L'investissement public

Investissement dans
le secteur industriel

Diversification des marchés
et des partenaires

Climat des affaires

L'environnement

Politique de stabilisation macroéconomique

Les finances publiques

La dette publique

La politique
du taux de change

La politique monétaire

Structures de production

L'industrialisation

L'agriculture
et l'agro-industrie

Le secteur des services

Le transport et la logistique

PME

Soutien
de l'investissement privé

Traitement des problématiques
du foncier et du financement

Soutien de la formation et
l'accompagnement technique

Incitation fiscale

PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Politique de Stabilisation Macroéconomique

➤ Politique budgétaire

1) Adoption d'une charte fiscale durant la législature pour activer l'application des recommandations de l'assise nationale sur la fiscalité, après leur actualisation

- Impôt sur les sociétés progressif
- TVA à deux taux
- TVA de 30% applicable aux produits de luxe importés
- Évaluation de l'impact de l'exonération de la TVA sur les logements économique et social dans la perspective de révision de cette mesure fiscale
- Renforcement du contrôle fiscal pour remédier à la fraude et à l'évasion fiscale à travers la vérification sur le terrain et l'élargissement de l'utilisation des outils du numérique
- Taxe sur la pollution

2) Le ciblage de l'aide financière

- Établissement d'un fichier numérique national permettant d'identifier la population nécessiteuse éligible

3) Poursuite de la réforme du système de compensation

- Élargissement du domaine de la réforme pour y inclure le gaz butane et le sucre

➤ La politique monétaire

- Renforcement du rôle de la Banque Centrale en matière de croissance économique et d'emplois
- Adoption d'une stratégie flexible en matière de ciblage de l'inflation

PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Politique de Stabilisation Macroéconomique

➤ La dette publique

- Mettre au point une politique d'endettement public visant à réduire la dette du Trésor en deçà de 60% du PIB
- Mettre en application les dispositions de la loi organique des finances concernant la dette publique

➤ Politique du taux de change

- Recours à la progressivité temporelle dans l'assouplissement du taux de change pour davantage de compétitivité de l'économie nationale

➤ Le marché financier

- Développement de la place financière de Casablanca pour diversifier ses instruments financiers et accroître sa part dans le financement de l'économie nationale (actuellement de l'ordre de 5%)

PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Structures de production

➤ L'industrie

- Œuvrer pour augmenter la part de l'industrie dans le PIB à 20% (environ 14% actuellement)
- Consolidation du dynamisme des secteurs de l'automobile, l'aéronautique et l'électronique
- Étendre la même dynamique aux autres secteurs : le textile, l'agro-industrie, l'agro-alimentaire, l'industrie minière, l'artisanat, l'industrie pharmaceutique...

➤ L'agriculture

- Accorder davantage d'intérêts à la valorisation des produits agricoles et leur exportation au lieu de se concentrer uniquement sur la production
- Développement des filières à forte valeur et intégration entre l'industrie et l'agriculture

➤ Le tourisme

- Refonte du plan AZUR
- Centrer la politique touristique sur le triangle d'or (Marrakech, Agadir, Ouarzazate) et le relier à d'autres sites touristiques (Fès, Dakhla, Tanger...)

L'Investissement Public

➤ Renforcement de l'offre à travers :

- L'augmentation du budget d'investissement gouvernemental durant la législature : une enveloppe de 70 MMDH chaque année, soit une hausse de 10MMDH /an
- L'édification d'une plateforme logistique dans chaque région en partenariat entre les secteurs public et privé
- L'adoption du principe de partenariat entre les secteurs public et privé aux fins de la réalisation des investissements et équipements publics
- Une révision de la politique touristique en vue de l'accès sur le triangle d'or précité

PROGRAMME ÉCONOMIQUE

L'Investissement Public : l'environnement

➤ Les changements climatiques

- Exiger le respect de l'environnement dans tous les marchés publics
- Obligation de la publication d'un rapport annuel sur le respect de l'environnement par les Établissements et Entreprises Publics
- Instituer une taxe sur la pollution

➤ Transition énergétique

- Application de la législation relative à la commercialisation de l'énergie électrique propre de faible et haute tension
- Soutien de l'acquisition par les consommateurs de plaques solaires
- Poursuite de la politique initiée par MASEN, en vue d'augmenter la part de l'énergie propre consommée

➤ La gouvernance écologique

- Révision de la gestion du secteur des Eaux et Forêts en vue d'en faire un secteur productif veillant sur les équilibres écologiques et climatiques
- Elaboration d'un programme national d'actions dans le but de réduire la consommation de l'énergie fossile, afin de diminuer les émissions des gaz polluant (à effet de serre)
- Établissement d'une charte nationale de gouvernance environnementale pour conjuguer les efforts de tous les secteurs et intervenants, en vue de faciliter la transition énergétique
- Insérer dans les cahiers des charges du secteur de l'Audiovisuel l'obligation du respect par ce dernier de l'environnement dans ses émissions et prestations

PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Les TPME

➤ Appui à l'investissement privé

- Émission de Bons du Trésor pour la conversion des arriérés de paiement du Trésor en titre de dettes en faveur des entreprises créancières
- Refonte des fonctions des Centres Régionaux d'Investissement en vue de satisfaire les besoins des PME : le financement, le foncier, les aspects techniques et administratifs...
- Conception d'une charte d'investissement dédiée aux secteurs à haute valeur ajoutée et/ou orientée vers l'exportation, en sus des dispositions favorables au développement des régions les moins avancées
- Exonération des nouvelles entreprises industrielles de l'IS pour une période de cinq ans
- Augmentation de l'assiette foncière destinée à l'investissement de 1.147 ha à 2.000 ha, répartis de façon équilibrée entre les régions et à des prix compétitifs

PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Formation et Innovation

1) Développer un « écosystème innovation » par Région (PME, université, Région...) fondé sur l'économie du savoir, de la connaissance et de la culture

2) Orienter l'enseignement supérieur ainsi que l'enseignement supérieur technique et la recherche scientifique et appliquée vers les nouveaux métiers :

Robotisation

Impression 3D

BigData

Biotechnologie

Nanotehnologie

Désintermédiation des circuits de vente classiques

3) Promouvoir des clusters compétitifs et des parcs scientifiques de technologie

4) Incitation fiscale en faveur des entreprises qui affectent une partie de leur bénéfice au financement de la recherche scientifique et technique ainsi qu'à l'innovation



CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

- **L'éducation, la formation et la recherche scientifique**
- **La jeunesse**
- **La femme**
- **La santé**
- **L'habitat**
- **La culture et la création artistique**
- **Le code du travail**
- **La communication**
- **La protection de l'enfance**

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

L'Éducation, la Formation et la Recherche Scientifique

➤ L'éducation et la formation : application de la vision stratégique 2015/2030

- Élaboration d'un nouveau contrat entre les institutions de l'Etat, la société et l'école
- Révision et modernisation des programmes et curricula scolaires, en plus de l'enseignement des matières scientifiques en langues étrangères
- Mise en œuvre de la déconcentration du système de l'éducation et de la formation dans le cadre de la régionalisation avancée
- Revoir le système de recrutement, d'évaluation et de répartition géographique des enseignants de l'éducation nationale
- Application du partenariat entre les secteurs privé et public dans le système de l'éducation et de la formation
- Concrétisation de l'enseignement de la langue Amazigh dans le système de l'éducation et de la formation
- Œuvrer à la généralisation de l'enseignement préscolaire et à la révision des méthodes d'enseignement en coopération avec les régions
- Rationalisation et plafonnement des frais de scolarité dans le secteur privé
- Abattement de l'impôt sur le revenu des frais de scolarité dans le secteur privé, et identification des familles éligibles suivant leur revenu et le nombre d'enfants
- Accentuer l'usage du numérique dans le système de l'éducation et de formation et promouvoir le E-learning

➤ Éradication de l'analphabétisme

- Adoption d'une politique volontariste et ambitieuse pour éradiquer l'analphabétisme durant la législature en s'engageant à réduire le taux d'analphabétisme de 5 points par an
- Participation des régions dans la stratégie de lutte contre l'analphabétisme en privilégiant les femmes et le monde rural

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

L'Éducation, la Formation et la Recherche Scientifique

➤ La formation professionnelle

- Fusion des Structures de pilotage de la formation professionnelle à l'échelle nationale
- Refonte de l'OFPTT
- Accorder la priorité aux jeunes NEET : sans emploi, sans éducation et sans formation
- Développer le PPP dans le domaine de la formation professionnelle

➤ L'enseignement supérieur

- Elaboration d'un nouveau contrat entre les institutions de l'Etat, la société et l'université
- Révision de la loi 01/00 régissant l'enseignement supérieur
- Regroupement de tous les établissements de l'enseignement supérieur et de la formation des cadres sous la responsabilité du même département ministériel
- Mettre en application réelle l'autonomie des universités publiques
- dématérialisation des concours d'accès aux formations et aux établissements d'accès régulé

➤ La recherche scientifique

- Atteindre en fin de législature 1% du PIB comme budget alloué à la recherche scientifique
- Regrouper toutes les entités de recherches scientifiques sous la responsabilité d'un seul département
- Orienter la recherche scientifique appliquée vers l'Innovation et les nouvelles technologies
- Promouvoir la recherche scientifique au sein des universités publiques par l'amélioration du financement et la mise en œuvre du PPP

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

La Jeunesse

➤ L'éducation, la formation et le sport

- Proposer une solution financière bancaire acceptable par les étudiants aussi bien dans le secteur public que privé
- Refonte du système d'attribution des bourses d'études en vue d'atteindre le nombre de 50% d'étudiants boursiers
- Renforcer l'apprentissage des langues étrangères et les techniques de communication dans le système de l'enseignement et de la formation
- Lancer un « Plan Santé Spécial Jeunesse » définissant une stratégie sanitaire intégrée pour les jeunes
- Mise en place d'une politique pour encourager le sport au sein du système de l'éducation et de la formation
- Associer les collectivités locales aux efforts de construction de l'infrastructure : maisons des jeunes, terrains de sports...

➤ L'emploi

- Mettre en œuvre dès septembre 2017 un partenariat avec les Régions pour le recrutement contractuel d'au moins deux aide-éducateurs par lycée...
- Mettre en place la politique Incubateur dans les universités pour la promotion de l'entrepreneuriat
- Instaurer le « contrat premier embauche » pour les jeunes lauréats
- Instituer un service civique qui apporte une formation professionnelle certifiée aux jeunes entre 15 et 29 ans qui sont ni scolarisés, ni employés, ni en cours de formation,

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

La Femme

➤ L'Arsenal juridique

- Réforme du code de la famille dans un sens plus favorable aux femmes et à l'égalité des genres
- Réforme du code de la nationalité : droit de la femme marocaine à transmettre sa nationalité à son époux
- Exiger un rapport annuel sur les efforts déployés aux fins de la parité des genres au sein de l'administration, des établissements et des entreprises publics...

➤ La Promotion sociale

- Reconnaissance des femmes en tant qu'ayant droit aux terres collectives sur un même pied d'égalité que les hommes
- Régime de la Sécurité Sociale : suppression de toutes les mesures de discrimination directe ou indirecte.

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

La Santé

➤ **Réhabilitation et modernisation du secteur de la santé**

- Mettre à niveau d'urgence les hôpitaux de proximité surtout en termes d'équipement
- Mettre en place la politique de la tarification à l'activité (T2A) aussi bien pour les ressources humaines que pour les budgets alloués aux hôpitaux
- Favoriser la mise en œuvre du principe de PPP aussi bien pour la gestion des hôpitaux que pour la formation des ressources humaines

➤ **Gouvernance du secteur**

- Doter le secteur de la santé d'un Système d'Information Hospitalier (SIH) et d'un Système d'Information Hospitalier Décisionnel (SIHD) pour la réduction des coûts et l'amélioration de la qualité des soins
- Corriger les dysfonctionnements du RAMED par la création d'une entité dédiée à sa gestion
- Remédier aux insuffisances de la couverture sanitaire dans ses relations avec le secteur privé
- Maîtrise du volume d'activité et du chiffre d'affaire pour endiguer la fraude et l'évasion fiscale

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

L'Habitat

- Opter pour les grandes agglomérations rurales, pour une meilleure concentration et efficacité du service public : développer un plan «habitat rural»
- Promouvoir le partenariat PPP pour libérer du foncier public au service de l'habitat destiné aux fonctionnaires
- Développer l'offre du logement locatif par le biais du PPP
- Déployer une nouvelle génération de villes : Smart Cities
- Activer le rythme d'exécution des programmes de logements destinés à réduire le déficit en matière d'habitat social et de recasement des bidonvillois

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

La Culture et la Création Artistique

➤ Nouveau positionnement du secteur de la culture

- Doubler le budget de la culture au terme de la législature
- Institutionaliser la coordination entre le département chargé de la culture avec le département de l'Éducation Nationale et la Formation Professionnelle, afin de promouvoir la lecture, la littérature et la libération des potentialités artistiques
- Conclure des partenariats public-privé pour le développement d'une industrie culturelle compétitive
- Mettre en place une politique du patrimoine au service de l'identité nationale : prévoir les subventions permettant la sauvegarde des monuments et sites d'intérêt pour l'histoire et l'identité nationale

➤ Élaboration d'une politique intégrée

- Rédiger l'histoire commune des marocains
- Prendre soin du patrimoine culturel et artistique d'origine Amazigh, Hassani, Judaïque, Andalouse et Africaine
- Préservation des déterminants de l'identité nationale multiple
- Valorisation du patrimoine religieux islamique du Maroc ainsi que ses écoles, ses instituts, ses sites historiques et toutes les composantes scientifiques, urbanistiques et culturelles en tant que symboles saillants de l'identité nationale marocaine

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

Le Code du Travail

➤ Réexamen du code du travail : deux socles de droits

- Le premier socle est obligatoire et concerne les droits essentiels
- Le deuxième socle est facultatif et relatif aux droits complémentaires
- Œuvrer pour la conclusion d'une convention collective entre le patronat et les syndicats
- Étendre la sphère des organisations corporatives pour y inclure toutes les entreprises et tous les salariés

La Communication

- Révision de l'intégralité de la loi 77/03 régissant le secteur de l'Audiovisuel
- Établissement d'un contrat programme avec les chaînes de radio diffusion publiques, pour préciser leur engagement en contre partie du soutien financier gouvernemental, dont elles sont bénéficiaires
- L'accompagnement juridique et technique du secteur de l'audiovisuel en vue de sa modernisation et son adéquation avec la révolution du numérique

CONTRAT SOCIAL CONFORME AU RÉFÉRENTIEL DE L'AUTHENTICITÉ ET DE LA MODERNITÉ

Protection de l'enfance

- Instituer un partenariat entre le gouvernement et les régions pour améliorer les conditions de vie de l'enfant
- Encourager la création d'observatoires régionaux de protection de l'enfance en collaboration avec l'Observatoire National des Droits de l'Enfant
- Concevoir une politique intégrée (lois et ressources matérielles et humaines adéquates) de lutte contre la pédophilie
- Engagement du gouvernement à garantir les droits de l'enfant à la scolarité gratuite jusqu'à l'âge de 15 ans



LA GOUVERNANCE : RÉFORMES STRUCTURELLES ET INSTITUTIONNELLES

- **Le système judiciaire**
- **Réforme et révision complète
des caisses de retraite**
- **Réforme de l'administration publique**
- **La Régionalisation avancée**
- **Le Développement de la Digitalisation**
- **L'Optimisation de l'architecture
gouvernementale**

LA GOUVERNANCE : RÉFORMES STRUCTURELLES ET INSTITUTIONNELLES

➤ Le système judiciaire

- Imposer aux justiciables (entreprises, affaires à enjeux financiers considérables) auprès des tribunaux de commerce la notification électronique avant de la généraliser pour l'ensemble des tribunaux
- Réviser la cartographie des tribunaux en prenant en compte la régionalisation avancée pour plus de proximité
- Activer l'achèvement de la réforme de la justice et l'exécution des jugements tout en fixant une date buttoir à cet effet
- Réforme du code pénal : faire évoluer le code pénal qui demeure à ce jour patriarcal et attentatoire aux libertés individuelles

➤ Réforme et révision complète des caisses de retraite

- Révision de la réforme paramétrique de la Caisse Marocaine de Retraite
- Poursuite de la réforme du système de la retraite par la création de deux caisses : la première, relative au secteur public et la deuxième, au secteur privé
- Adopter une approche participative avec les partenaires sociaux, notamment le patronat et les syndicats

➤ Réforme de l'administration publique

- Optimisation et rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'administration, à l'effet de réduire le train de vie de l'Etat
- Élargir le champ des services administratifs électroniques pour améliorer la qualité d'accès à l'administration et donc pallier à la corruption
- Gestion moderne des ressources humaines accès sur le rendement
- Amendement de la charte de déontologie du service public

LA GOUVERNANCE : RÉFORMES STRUCTURELLES ET INSTITUTIONNELLES

➤ La Régionalisation Avancée

- Établir un plan de transfert des compétences et des ressources aux régions en tenant compte des impératifs de renforcement des capacités des régions et de la préservation des équilibres financiers de l'Etat
- Mettre en œuvre d'urgence un plan de déconcentration qui permettra d'assurer l'efficacité, la proximité et la convergence de l'action de l'Etat et des collectivités territoriales, au niveau régional et local
- Renforcer la contractualisation avec la Région
- Soutien du modèle de développement des provinces du Sud et activation de sa mise en œuvre

➤ Le Développement de la Digitalisation

- Attribuer à l'ANRT la supervision du secteur de l'économie numérique
- Renforcer les attributions de l'instance de lutte contre la corruption, à travers notamment le pouvoir de mener des enquêtes et de saisir la justice
- Réduction de l'intervention des fonctionnaires par le biais de la dématérialisation des procédures grâce au recours au numérique (Ex. rapprochement des factures, ERP gouvernemental)
- Justice : accentuer les sanctions contre les fraudeurs et les corrompus
- Prendre en compte les attributs de probité, d'intégrité et de dévouement dans la nomination aux postes de responsabilité

➤ L'Optimisation de l'architecture gouvernementale

- Remodeler l'architecture du gouvernement en regroupant les départements ministériels en pôles afin de baisser les dépenses publiques, d'améliorer la cohérence des politiques publiques et de réduire la lourdeur et la rigidité des services de l'Etat



**LA GOUVERNANCE
SÉCURITAIRE, LES DROITS
DE L'HOMME ET LES
LIBERTÉS**

LA GOUVERNANCE SÉCURITAIRE, LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTÉS

- Concrétiser les recommandations de l'instance Équité et Réconciliation mentionnées dans la nouvelle constitution du Royaume
- Préparer une charte de la gouvernance sécuritaire conformément à une approche participative incluant les forces vives de la société civile
- Adoption d'une approche sécuritaire pour affronter les phénomènes d'extrémisme violent, du terrorisme et du crime organisé
- Soutien du processus de la démocratie nationale et des droits de l'Homme, et l'actualisation de ces composantes à la lumière des nouvelles données juridiques et des nouveautés des politiques publiques postérieures à l'année 2011
- Mise en adéquation des législations nationales avec les traités et conventions internationaux homologués par le Maroc
- Construction d'un dispositif juridique de lutte contre la discrimination raciale, religieuse, culturelle, ethnique, tribale, linguistique, intégrité corporelle et suivant l'appartenance sociale
- Établir un mécanisme de lutte contre l'incitation au racisme, la haine et la violence, en se basant sur la stratégie d'action de Rabat, adoptée par les experts de l'ONU en 2012



**POUR UN RAYONNEMENT
INTERNATIONAL
ET UN NOUVEAU
POSITIONNEMENT**

POUR UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET UN NOUVEAU POSITIONNEMENT

- Adoption d'une politique étrangère intégrée et cohérente, capitalisant sur les acquis au service de l'intégrité territoriale nationale, tout en mettant à profit le rayonnement international du Maroc, en tant que puissance régionale émergente
- Exploiter le poids du Maroc en tant que référence mondiale respectée dans la lutte contre l'intégrisme violent et le terrorisme; et profiter de sa réputation de pays ouvert et modéré en vue de consolider son image de marque et renforcer sa présence dans les organisations mondiales
- Fortifier et diversifier les relations étrangères avec les partenaires stratégiques sur les plans politique, économique, culturel, sécuritaire, social...
- Renforcer la présence du Maroc sur divers plans dans le continent africain, notamment dans les pays subsahariens
- Ériger les relations avec les pays arabes du Golf à un niveau supérieur comprenant tous les aspects de développement
- Nouer et affermir davantage les relations économiques avec les pays émergents du BRICS, et les pays du Sud-Est asiatiques (les dragons d'Asie); et corriger les vicissitudes entachant les relations extérieures avec les pays scandinaves et ayant trait au dossier de l'intégrité territoriale du Maroc et au développement économique et social du Royaume
- Impliquer davantage le Maroc dans les relations Sud-Sud
- Modernisation des process et procédures de l'action diplomatique à travers la formation des diplomates et l'uniformisation des positions de l'ensemble des intervenants dans la diplomatie extérieure (les associations, les ONG, la diplomatie parallèle...)
- Reconnaître et promouvoir le rôle imminent de la diaspora marocaine en tant que représentant du Maroc à l'étranger, mais aussi en tant que levier de développement national, richesse pour la diversité culturelle, modèle d'ouverture sur les civilisations étrangères et une expérience de cohabitation multiculturelle



NOS ENGAGEMENTS POUR LES TROIS PREMIERS MOIS

NOS ENGAGEMENTS POUR LES TROIS PREMIERS MOIS

➤ La Gouvernance

- Initier une nouvelle architecture du gouvernement pour regrouper les départements administratifs en pôles de fonction
- Ouvrir un chantier de concertation sociale regroupant l'Etat, les syndicats, les opérateurs économiques, les représentations professionnelles et la société civile, afin de conclure un consensus social sur les réformes institutionnelles selon une approche participative : réformes des caisses de retraite, du système judiciaire, de l'administration publique, de la fiscalité...
- Élaboration d'un projet de forum social et national qui sera tenu de façon régulière en tant qu'espace de discussion, d'évaluation, de concertation et de proposition des politiques publiques; et ce, en collaboration avec les syndicats, les associations corporatives, les ONG et la société civile

➤ La Femme

- Révision du code de la femme à dessein d'une meilleure équité et justice entre l'homme et la femme
- Réexamen de la loi sur la nationalité pour permettre aux époux étrangers d'accéder à la nationalité marocaine de leur épouse
- Développer un arsenal juridique pour lutter contre tous les aspects de discrimination contre la femme

➤ La Jeunesse

- Conception d'un produit de financement en concertation avec les banques, et garantir son application pour couvrir les frais des études dans l'enseignement supérieur public et privé

NOS ENGAGEMENTS POUR LES TROIS PREMIERS MOIS

➤ Les PME

- Déblocage des projets d'investissement en instance dans les régions pour des raisons administratives (25MMDH)
 - Restructuration des Centres Régionaux d'Investissement pour satisfaire les besoins des PME : le financement, le foncier, l'accompagnement technique et administratif
 - Conception d'une nouvelle charte de l'investissement contenant des dispositions spécifiques pour les secteurs à forte valeur ajoutée, les entreprises exportatrices, et les régions les moins avancées
- Application par les tribunaux de la notification électronique à l'adresse des entreprises ayant esté en justice et ce, en vue d'activer les procédures judiciaires
- Émission de Bons du Trésor pour convertir les arriérés de paiement de l'Etat en titre de dettes en faveur des entreprises créancières
- Instaurer des mesures incitatives au profit des entreprises exportatrices

➤ L'emploi

- Mise en œuvre de conventions d'investissement conclues avec le secteur privé pendant les deux dernières années dans le cadre du programme de l'accélération industrielle, sachant que ses projets prévoient la création de 160 mille nouveaux emplois
- Entreprendre la réforme des intermédiaires dans le domaine de l'emploi (l'ANAPEC...)
- Conception de contrats de travail entre le secteur de l'éducation et de la formation d'une part, et les régions d'autre part, pour embaucher dans chaque collège et lycée au moins deux aide-éducateurs parmi les diplômés chômeurs
- Préparation d'un modèle de « contrat de premier embauche » au profit des nouveaux lauréats d'université et ce, en collaboration avec les opérateurs économiques

NOS ENGAGEMENTS POUR LES TROIS PREMIERS MOIS

➤ La classe moyenne

- Rationalisation et plafonnement des frais de scolarité dans les établissements d'enseignement privés
- Montage d'un partenariat privé-public afin de mobiliser le foncier nécessaire au logement des fonctionnaires

➤ Le milieu rural, les couches sociales vulnérables et les personnes handicapées

- Réhabilitation urgente des hôpitaux provinciaux et des centres de santé de proximité, notamment leur équipement en matériel suffisant
- Remédier aux déficiences du RAMED par la création d'une entité chargée de sa gestion

Le ciblage des bénéficiaires des aides

- Création d'un fichier numérique national pour identifier les couches sociales nécessiteuses, afin de les prendre en considération dans les politiques publiques et la distribution des aides

Les Personnes en situation d'handicap

- Fonder un partenariat entre le gouvernement et les régions pour l'accompagnement des besoins de cette frange de la société
- Soutenir le développement des structures de l'économie solidaire et élargir leur champ d'action, en mettant à disposition les financements nécessaires, les formations requises, les espaces de commercialisation...
- Poursuivre et étendre le domaine d'action de soutien aux familles en situation précaires (Programme TISSIR...) et amélioration du ciblage des bénéficiaires des aides publiques



LES INDICATEURS ESCOMPTÉS

LES INDICATEURS ESCOMPTÉS

> 5,5%

**MOYENNE
DE LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE**

CRÉATION D'ENVIRON

150 000

EMPLOIS ANNUELLEMENT

**TOUS POUR UN ÉQUILIBRE SOCIÉTAL
ET L'ACCÈS AU RANG DES PAYS
ÉMERGENTS**